

GENERALE OBLIG SICAV

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 30 SEPTEMBRE 2014

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2014

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 20 avril 2012 et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers trimestriels de la Société «GENERALE-OBLIG SICAV» pour la période allant du premier Juillet au 30 Septembre 2014, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de D : 12.859.340, un actif net D : 12.825.432, et un bénéfice de la période de D : 109.952.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société «GENERALE-OBLIG SICAV» comprenant le bilan au 30 Septembre 2014, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

- 1- La direction de la société est responsable de l'arrêté, de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

- 2- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

3- A notre avis, les états financiers trimestriels de la Société «GENERALE- OBLIG SICAV», annexés au présent rapport, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 30 Septembre 2014, ainsi que de la performance financière et de la variation de l'actif net pour la période close à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

4- Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus exprimée, nous faisons signaler que :

- Les emplois en titres émis par l'«ATB» représentent à la clôture de la période 10,64% de l'actif net, se situant ainsi au dessus du seuil de 10% fixé par l'article 29 du code des organismes de placement collectif.
- Les emplois en titres d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières représentent à la clôture de la période 5,23% de l'actif net, se situant ainsi au dessus du seuil de 5% fixé par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 Septembre 2001.

Tunis, le 22 octobre 2014

Le Commissaire Aux Comptes :

FINOR

Mustapha MEDHIOUB

BILAN ARRETE AU 30 SEPTEMBRE 2014

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF	Note	30/09/2014	30/09/2013	31/12/2013
Portefeuille-titres	4	9 061 736,938	12 120 980,029	10 961 773,321
Obligations et valeurs assimilées		8 345 221,443	11 390 147,480	10 229 025,129
Titres des Organismes de Placement Collectif		716 515,495	730 832,549	732 748,192
Placements monétaires et disponibilités		3 786 606,591	1 466 923,373	4 187 895,469
Placements monétaires	5	1 597 112,202	-	3 094 444,311
Disponibilités		2 189 494,389	1 466 923,373	1 093 451,158
Créances d'exploitation	6	10 996,641	9 181,850	8 248,523
TOTAL ACTIF		12 859 340,170	13 597 085,252	15 157 917,313
PASSIF				
Opérateurs créditeurs	7	22 684,635	27 384,676	25 473,482
Autres créditeurs divers	8	11 223,211	11 237,008	13 260,098
TOTAL PASSIF		33 907,846	38 621,684	38 733,580
ACTIF NET				
Capital	9	12 470 648,071	13 190 195,352	14 579 782,427
Sommes distribuables				
Sommes distribuables de l'exercice clos		61,871	34,879	38,480
Sommes distribuables de l'exercice en cours		354 722,382	368 233,337	539 362,826
ACTIF NET		12 825 432,324	13 558 463,568	15 119 183,733
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		12 859 340,170	13 597 085,252	15 157 917,313

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars tunisien)

	<i>Note</i>	<i>du 01/07/2014 au 30/09/2014</i>	<i>du 01/01/2014 au 30/09/2014</i>	<i>du 01/07/2013 au 30/09/2013</i>	<i>du 01/01/2013 au 30/09/2013</i>	<i>Année 2013</i>
Revenus du portefeuille-titres	10	108 232,659	364 829,926	141 890,166	450 249,242	578 242,260
Revenus des obligations et valeurs assimilées		106 249,311	340 475,145	141 087,138	424 687,638	551 943,899
Revenus des titres des Organismes de Placement Collectif		1 983,348	24 354,781	803,028	25 561,604	26 298,361
Revenus des placements monétaires	11	20 765,859	91 513,850	18 489,501	56 415,798	68 108,770
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		128 998,518	456 343,776	160 379,667	506 665,040	646 351,030
Charges de gestion des placements	12	(19 758,882)	(64 281,747)	(24 458,923)	(74 052,519)	(95 113,124)
REVENU NET DES PLACEMENTS		109 239,636	392 062,029	135 920,744	432 612,521	551 237,906
Autres charges	13	(5 685,946)	(18 003,021)	(2 928,496)	(6 911,170)	(9 190,328)
Autres produits		-	238,908	-	-	3,701
RESULTAT D'EXPLOITATION		103 553,690	374 297,916	132 992,248	425 705,052	542 051,279
Régularisation du résultat d'exploitation		13 615,41	(19 575,534)	(82 913,935)	(57 471,715)	(2 688,453)
SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE		117 169,096	354 722,382	50 078,313	368 233,337	539 362,826
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(13 615,406)	19 575,53	82 913,935	57 471,715	2 688,453
Plus ou moins values réalisées sur cession de titres		360,000	-	-	(2 662,338)	19 587,662
Variation plus ou moins values potentielles sur titres		6 037,812	(3 976,629)	4 849,461	(4 715,444)	571,837
Frais de négociation		-	-	-	-	(1 701,815)
RESULTAT DE LA PERIODE		109 951,502	385 792,422	137 841,709	418 327,270	560 508,963

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

Note	du 01/07/2014 au 30/09/2014	du 01/01/2014 au 30/09/2014	du 01/07/2013 au 30/09/2013	du 01/01/2013 au 30/09/2013	Année 2013
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	109 951,502	385 792,422	137 841,709	418 327,270	560 508,963
Résultat d'exploitation	103 553,690	374 297,916	132 992,248	425 705,052	542 051,279
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	6 037,812	(3 976,629)	4 849,461	(4 715,444)	571,837
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	360,000	-	-	(2 662,338)	19 587,662
Frais de négociation de titres	-	-	-	-	(1 701,815)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	-	(491 650,734)	-	(508 672,850)	(508 672,850)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	491 617,97	(2187 893,097)	(3 553 244,861)	(2 833 429,465)	(1 414 890,993)
Souscriptions					
- Capital	2 702 038,658	11 504 052,308	3 915 033,539	18 242 872,799	24 989 004,932
- Régularisation des sommes non distribuables	1 653,891	10 499,734	(2 678,202)	(3 831,149)	4 756,027
- Régularisation des sommes distribuables	67 505,745	393 448,834	91 200,474	574 408,205	804 416,747
Rachats					
- Capital	(2 224 432,888)	(13 623 421,764)	(7 387 652,670)	(20 977 609,480)	(26 362 610,074)
- Régularisation des sommes non distribuables	(1 259,471)	(11 759,140)	4 975,588	4 586,310	(1 380,796)
- Régularisation des sommes distribuables	(53 887,967)	(460 713,069)	(174 123,590)	(673 856,150)	(849 077,829)
VARIATION DE L'ACTIF NET	601 569,470	(2293 751,409)	(3 415 403,152)	(2 923 775,045)	(1 363 054,880)
ACTIF NET					
En début de période	12 223 862,854	15 119 183,733	16 973 866,720	16 482 238,613	16 482 238,613
En fin de période	12 825 432,324	12 825 432,324	13 558 463,568	13 558 463,568	15 119 183,733
NOMBRE D' ACTIONS					
En début de période	121 809	148 208	169 704	162 192	162 192
En fin de période	126 664	126 664	134 351	134 351	148 208
VALEUR LIQUIDATIVE	101,256	101,256	100,918	100,918	102,013
TAUX DE RENDEMENT	0,90%	2,82%	0,90%	2,65%	3,73%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS AU 30 SEPTEMBRE 2014

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

La GENERALE-OBLIG SICAV est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 07 juillet 2000 à l'initiative de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des Finances en date du 10 Janvier 2000.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, GENERALE-OBLIG SICAV bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

La gestion de la GENERALE-OBLIG SICAV est confiée à la Compagnie Générale d'Investissement « CGI », le dépositaire étant l'ATB.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Les états financiers trimestriels arrêtés au 30 Septembre 2014, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états inclus dans les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le gestionnaire.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements en obligations et valeurs assimilées

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leur prix d'acquisition. La différence par rapport au prix de remboursement est répartie sur la période restante à courir et constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.3- Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.4- Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Note 4: Portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 30 Septembre 2014 à D : 9.061.736,938 , s'analysant ainsi :

Désignation du titre	Nombre	coût d'acquisition	Valeur au 30/09/2014	% actif net
<u>Obligations des sociétés et valeurs assimilés</u>		8 150 064,500	8 345 221,443	65,07%
Obligations des sociétés		6 980 444,500	7 147 680,346	55,73%
EO AIL 2011/1	1 000	40 000,000	40 786,411	0,32%
EO AIL 2012/1	3 000	180 000,000	183 290,302	1,43%
EO AMEN BANK 2006 (TMM+1%)	3 000	90 000,000	92 782,770	0,72%
EO SUB AMEN BANK 2012	6 667	533 360,000	534 351,459	4,17%
EO SUB AMEN BANK 2009 A	3 000	199 950,000	199 973,885	1,56%
EO SUB AMEN BANK 2009 B	3 000	199 950,000	199 974,577	1,56%
EO SUB AMEN BANK 2010-1(TMM+ 0,85%)	3 000	219 960,000	220 798,128	1,72%
EO ATB 2007/1 (TMM+2%)	5 000	360 000,000	366 878,718	2,86%
EO ATL 2010-1(TMM+ 0,75%)	1 500	30 000,000	30 191,950	0,24%
EO ATL 2010-2(TMM+ 1%)	3 600	288 000,000	297 995,257	2,32%
EO ATL 2011	2 000	200 000,000	206 301,369	1,61%
EO ATL 2012-1	1 000	60 000,000	60 994,784	0,48%
EO ATL 2012-1	800	48 000,000	48 795,827	0,38%
EO ATL 2013-2	1 000	100 000,000	105 049,863	0,82%
EO ATL 2013-2	500	50 000,000	52 524,931	0,41%
EO ATL 2014-2 CAT B	1 500	150 000,000	153 195,617	1,19%
EO TJR LEASING 2011-1	2 000	120 000,000	124 118,794	0,97%
EO TJR LEASING 2010-1	5 000	100 000,000	100 201,925	0,78%
EO TJR LEASING 2012-2	2 000	160 000,000	166 340,734	1,30%
EO SUB Attijari Leasing 2009	2 000	200 000,000	206 003,288	1,61%
EO SUB Attijari Leasing 2009 (TMM+ 1%)	2 000	200 000,000	206 284,897	1,61%
E.SUB BH 2007/1	1 500	30 000,000	31 167,442	0,24%
EO BTK 2009	1 000	73 314,500	75 252,697	0,59%
EO BTK 2012-1 CAT B	2 000	171 430,000	179 004,858	1,40%
EO CIL SUB 2008	4 000	400 000,000	416 462,466	3,25%
EO CIL 2011/1	2 000	80 000,000	82 198,794	0,64%
EO CIL 2011/1(TMM+0,75%)	1 000	40 000,000	41 100,997	0,32%
EO CIL 2011/1(TMM+0,75%)	2 000	80 000,000	82 201,993	0,64%
EO CIL 2011/1	500	20 000,000	20 549,698	0,16%
EO CIL 2011/1(TMM+0,75%)	1 000	40 000,000	41 099,384	0,32%
EO CIL 2012/1 FIXE	4 000	240 000,000	245 838,904	1,92%
EO CIL 2013/1	250	25 000,000	26 146,850	0,20%
EO HL 2010/2	2 000	80 000,000	82 952,855	0,65%
EO HL 2012/1	1 000	60 000,000	60 026,630	0,47%
EO HL 2012/1	1 000	60 000,000	60 026,630	0,47%
EO HL 2013/1	2 000	160 000,000	163 315,024	1,27%
EO HL 2013/2	750	75 000,000	77 544,658	0,60%
EO HL 2013/2	750	75 000,000	77 544,658	0,60%

EO PANOBOIS 2007	500	10 000,000	10 247,890	0,08%
EO TL 2010/2 (Taux fixe 5,375%)	2 000	80 000,000	82 997,041	0,65%
EO TL 2011/1 (Taux fixe 5,75%)	2 000	80 000,000	81 139,288	0,63%
EO TL 2011/2	1 000	60 000,000	62 636,910	0,49%
EO TL 2012/2	1 000	80 000,000	82 861,063	0,65%
EO TL 2011/3	2 000	120 000,000	123 769,644	0,97%
EO TL 2012-1	2 500	150 000,000	152 527,398	1,19%
EO SUB TL 2013 /2 CAT A	1 000	100 000,000	103 834,082	0,81%
EO TL 2014/1	1 000	100 000,000	102 461,808	0,80%
EO UIB 2009/1	2 000	133 300,000	134 521,247	1,05%
EO UIB 2011/1 CAT B	2 500	212 500,000	213 556,329	1,67%
EO UIB 2011/2	4 000	285 680,000	294 694,025	2,30%
EO BTE 2011	1 000	100 000,000	103 107,007	0,80%
EO EL WIFAK 2013	1 000	80 000,000	81 955,769	0,64%
EO UNIFACTOR 2013	1 500	150 000,000	158 100,821	1,23%
Bons du trésor assimilables		1 169 620,000	1 197 541,097	9,34%
BTA 6,75 07/2017	500	496 850,000	502 915,754	3,92%
BTA 5,5 10/2020	700	672 770,000	694 625,343	0,054
Titres des Organismes de Placement Collectif		709 313,774	716 515,495	5,59%
Titres des OPCVM		664 098,374	671 012,023	5,23%
FINA O SICAV	1 610	168 271,001	166 185,810	1,30%
SICAV ENTREPRISE	1 062	108 445,932	110 498,976	0,86%
AXIS TRESORIE	34	3 659,329	3 601,892	0,03%
FCP SALAMETT CAP	2 500	27 069,552	33 475,000	0,26%
FCP SALAMETT PLUS	2 500	25 147,500	26 097,500	0,20%
FCP HELION	500	50 990,500	51 476,500	0,40%
MAXULA INVEST	1 915	200 163,460	199 146,595	1,55%
SANADET SICAV	750	80 351,100	80 529,750	0,63%
Fonds commun de créances		45 215,400	45 503,472	0,35%
FCC BIAT P2	100	45 215,400	45 503,472	0,35%
TOTAL		8 859 378,274	9 061 736,938	70,65%
Pourcentage par rapport à l'Actif				70,47%

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 30 Septembre 2014 à D :1.597.112,202 , se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Montant	Coût d'acquisition	Valeur au 30/09/2014	% Actif net
Billets de trésorerie	600 000,000	595 214,850	599 138,668	4,67%
UNIFACTOR au 10/10/2014 à 7,25%	600 000,000	595 214,850	599 138,668	4,67%
Certificats de dépôt	1000 000,000	997 298,045	997 973,534	7,78%
Certificat de dépôt ATB au 16/10/2014 à 6,1%	1000 000,000	997 298,045	997 973,534	7,78%
TOTAL	1600 000,000	1592 512,895	1597 112,202	12,45%
Pourcentage par rapport au total des actifs				12,42%

Note 6: Créances d'exploitation

Cette rubrique s'élève au 30/09/2014 à D : 10.996,641 contre D : 9.181,850 au 30/09/2013 et se détaille ainsi :

	<u>30/09/2014</u>	<u>30/09/2013</u>	<u>31/12/2013</u>
Intérêts sur dépôts à vue à recevoir	6 657,478	8 987,878	6 651,229
Intérêts sur obligations à recevoir	-	193,972	209,425
Retenues à la source sur coupons courus à l'achat des obligations et BTA	4 339,163	-	1 387,869
Total	10 996,641	9 181,850	8 248,523

Note 7 : Opérateurs créditeurs

Cette rubrique s'élève au 30/09/2014 à D : 22.684,635 contre D : 27.384,676 au 30/09/2013 et se détaille ainsi :

	<u>30/09/2014</u>	<u>30/09/2013</u>	<u>31/12/2013</u>
Rémunération du dépositaire	4 412,877	4 412,877	5 900,000
Rémunération du gestionnaire	18 271,758	22 971,799	19 573,482
Total	22 684,635	27 384,676	25 473,482

Note 8 : Autres créditeurs divers

Cette rubrique s'élève au 30/09/2014 à D : 11.223,211 contre D : 11.237,008 au 30/09/2013 et se détaille ainsi :

	<u>30/09/2014</u>	<u>30/09/2013</u>	<u>31/12/2013</u>
Honoraires du commissaire aux comptes	2 175,764	3 428,679	5 445,117
CMF	1 239,118	-	-
Autres	7 808,329	7 808,329	7 814,981
Total	11 223,211	11 237,008	13 260,098

Note 9 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital au cours de la période allant du 1er Janvier au 30 Septembre 2014 se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2013

Montant	14 579 782,427
Nombre de titres	148 208
Nombre d'actionnaires	418

Souscriptions réalisées

Montant	11 504 052,308
Nombre de titres émis	116 942
Nombre d'actionnaires nouveaux	147

Rachats effectués

Montant	(13 623 421,764)
Nombre de titres rachetés	(138 486)
Nombre d'actionnaires sortants	(130)

Autres mouvements

Régularisation des sommes non distribuables, exercice en cours	(1 259,406)
Plus ou moins values réalisées sur cession de titres	13 769,320
Variation des plus ou moins values potentielles sur titres	(3 976,629)
Frais de négociation	1 701,815

Capital au 30-09-2014

Montant	12 470 648,071
Nombre de titres	126 664
Nombre d'actionnaires	435

Note 10 : Revenus du portefeuille titres

Les revenus du portefeuille-titres totalisent D : 108.232,659 pour la période allant du 01.07 au 30.09.2014, contre D : 141.890,166 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaillent comme suit :

	du 01/07 au 30/09/2014	du 01/01 au 30/09/2014	du 01/07 au 30/09/2013	du 01/01 au 30/09/2013	Année 2013
Revenus des obligations et valeurs assimilées					
<i>Revenus des obligations</i>					
- intérêts	91 535,961	279 433,573	99 905,999	302 385,637	399 450,919
<i>Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier</i>					
- intérêts (BTNB, BTA)	14 713,350	61 041,572	41 181,139	122 302,001	152 492,980
Revenus des titres des Organismes de Placement Collectif					
<i>Revenus des Titres OPCVM</i>					
- Dividendes	-	21 085,068	-	23 129,702	23 129,702
<i>Revenus des parts de Fonds communs de créances</i>					
- intérêts	1 983,348	3 269,713	803,028	2 431,902	3 188,659
Total	108 232,659	364 829,926	141 890,166	450 249,242	578 242,260

Note 11 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01.07 au 30.09.2014 à D : 20.765,859, contre D : 18.489,501 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	du 01/07 au 30/09/2014	du 01/01 au 30/09/2014	du 01/07 au 30/09/2013	du 01/01 au 30/09/2013	Année 2013
Intérêts des billets de trésorerie	11 765,378	41 779,176	7 512,166	14 792,577	15 823,191
Intérêts des dépôts à vue	6 996,088	20 280,266	7 453,634	25 048,592	31 420,492
Intérêts des certificats de dépôts	2 004,393	29 454,408	3 523,701	16 574,629	20 865,087
Total	20 765,859	91 513,850	18 489,501	56 415,798	68 108,770

Note 12 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce compte s'élève pour la période allant du 01/07 au 30/09/2014 à D : 19.758,882, contre D : 24.458,923 pour la période allant du 01/07 au 30/09/2013; se détaillant ainsi :

	du 01/07 au 30/09/2014	du 01/01 au 30/09/2014	du 01/07 au 30/09/2013	du 01/01 au 30/09/2013	Année 2013
Commission de gestion de la CGI	18 271,758	59 868,870	22 971,799	69 639,642	89 213,124
Rémunération du dépositaire	1 487,124	4 412,877	1 487,124	4 412,877	5 900,000
Total	19 758,882	64 281,747	24 458,923	74 052,519	95 113,124

Note 13 : Autres charges

Le solde de ce compte s'élève pour la période allant du 01/07 au 30/09/2014 à D : 5.685,946, contre D : 2.928,496 pour la période allant du 01/07 au 30/09/2013; se détaillant ainsi :

	du 01/07 au 30/09/2014	du 01/01 au 30/09/2014	du 01/07 au 30/09/2013	du 01/01 au 30/09/2013	Année 2013
Honoraires commissaire aux comptes	2 016,439	5 983,562	2 016,439	5 983,562	8 000,000
Redevance CMF (*)	3 654,356	11 973,787	-	-	-
Autres	15,151	45,672	912,057	927,608	1 190,328
Total	5 685,946	18 003,021	2 928,496	6 911,170	9 190,328

(*) : A partir du 1er janvier 2014, la redevance du CMF est supportée par la société, et ce, suivant avenant à la convention de gestionnaire signé en date du 02 septembre 2013 .

Note 14 : Autres informations***Rémunération du gestionnaire :***

La gestion de la "GENERALE OBLIG-SICAV" est confiée à la Compagnie Générale d'Investissement "CGI". Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et financière de la société. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération en hors taxes de 0,5% l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

Rémunération du dépositaire :

La banque "ARAB TUNISIAN BANK" assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contre partie de ses prestations, le dépositaire perçoit une rémunération annuelle forfaitaire de D : 5.000 HT.